



De l'Oligarchie Protéiforme

Dégénérescence naturelle de la démocratie

Aout 2011- Mise à jour février 2014

Préambule

Dans une période de forts troubles dans un certain nombre de pays notamment au Maghreb et au Moyen-Orient, il nous semble apparaître, dans le monde, une sorte de conscience collective nouvelle. Ce phénomène transcende les peurs, s'exprime massivement et est susceptible d'exploser à la moindre étincelle sous forme de révolution.

Dans cet environnement mondial symptomatique naît une évolution profonde des groupes humains qui poussent les masses à lutter contre des types d'organisations sociales iniques, au risque assumé de sacrifier leur vie dans le seul but d'obtenir une société plus juste.

La radicalisation des masses ne se limite pas aux révolutions arabes. De nombreux incidents nous incitent à une vigilance accrue en ce qu'ils sont les prémisses d'une évolution sensible des comportements de la majorité jusque là silencieuse.

Nos hommes politiques, entre deux élections, s'attachent à essayer de soigner les symptômes de cette maladie démocratique dont la vigueur et les effets ne cessent de croître.

De l' Oligarchie Protéiforme n'est pas une énième constatation de l'état de malaise de nos sociétés occidentales. Face au constat d'impuissance et de chaos grandissant, c'est en remontant à la source de ces maux qu'il devient possible de changer l'angle de réflexion.

En démocratie comme dans toutes choses, les symptômes ne sont pas le mal originel, ils n'en sont que des conséquences directes ou indirectes. Par lâcheté, par faiblesse, la démocratie porte en elle les gènes de sa propre dégénérescence naturelle donnant naissance à un modèle politique d'oppression ciblant la majorité.

*

* *

Introduction

La France a réussi à créer un système global de faillite collective. Aucun secteur n'est épargné, de la santé à l'économie, de l'éducation à la vie politique, tous nos systèmes collectifs sont en bout de course.

Notre pays est d'autant plus touché par le phénomène d'éveil de la conscience collective que la démocratie, qui est appelée à subir une dérive naturelle, est en état de faillite.

Sur les bases d'un système en faillite, l'oppression se développe d'autant plus facilement, qu'elle préserve l'apparence d'une société égalitaire. Cependant la conscience collective de la majorité opprimée, remet en cause la validité du système. Le rejet d'un système injuste prend le risque de créer un mouvement de balancier en sens inverse.

Après avoir défini la démocratie dans sa globalité historique, nous verrons que notre démocratie occidentale porte en elle le germe de sa propre dégénérescence. Elle permet une montée en puissance des potentiels de nuisance et qui aboutit à la genèse d'un modèle nouveau, totalement anti-démocratique, que nous dénommons « *Oligarchie Protéiforme* »

* * *

Démocratie : n.f . Forme de gouvernement dans lequel le peuple exerce la souveraineté.

La démocratie comme prise en main de son destin par le peuple, par le plus grand nombre semble, de prime abord, être un modèle juste et équilibré, permettant la survie du maximum, la cohérence d'un groupe, assurant liberté, égalité et fraternité.

Malheureusement force est désormais de constater que la démocratie n'est que le moins pire des systèmes, valable uniquement pour un lieu donné à un moment donné. Le système démocratique n'est pas un système figé, il évolue et mute naturellement car il est pourvu dans son principe même des gènes d'autodestruction qui le font évoluer.

Oligarchie : n, f. Forme de gouvernement dans lequel l'autorité est entre les mains de quelques personnes ou de quelques familles puissantes.

L'oligarchie est donc un système d'organisation de la société où le pouvoir est captif d'un groupe et dont l'action collective est accaparée au seul profit de ce groupe.

La démocratie n'est qu'une utopie philosophique

La "Déclaration universelle des droits de l'homme" de 1789 instaure le principe que la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Seule la liberté peut donc restreindre ou arrêter la liberté.

Comment alors, contrôler la liberté afin de lui permettre de remplir son rôle modérateur alors que toute tentative de contrôle est en soi une restriction de liberté ? La quadrature du cercle !

Au IV^{ème} siècle, Aristote dans *La Politique* affirme que chaque forme de gouvernement est susceptible de corruption, et considère la démocratie comme la forme corrompue de la République en ce que le gouvernement du peuple dans l'intérêt de tous devient le gouvernement au seul profit des pauvres. Et si dans le monde de nombreuses civilisations ont fait des essais de démocratie, celles-ci sont souvent limitées à des groupes humains extrêmement restreints comme les bushmen australiens.

Les historiens politiques déclarent le système des « Gram Panchayat », apparu avant le VI^{ème} siècle avant JC, comme la plus ancienne trace de civilisation démocratique, toujours en place de nos jours en Inde. Mais ce « système démocratique » est en réalité plutôt une fédération d'oligarchies. En effet sur un fond de mentalité féodale, l'organisation des Gram Panchayat est marquée par la mainmise des élites rurales.

Il faut attendre les XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle pour que soit affirmée l'apparition de la première démocratie libérale aux Etats-Unis et la Révolution Française de 1789 en France pour qu'apparaissent les principes naturels de liberté et d'égalité devant la loi. Mais, dans ces deux exemples, le droit de vote est limité, voire très limité par des règles censitaires strictes et ce n'est qu'en 1848 qu'apparaît le suffrage universel.

Le suffrage universel lui-même restera très relatif et ne sera accessible aux femmes qu'à partir de 1944 en France.

Comme nous le voyons la démocratie n'a jamais été un système politique stable et a fortiori durable dans l'histoire de l'humanité, et il ne s'est toujours réellement appliqué qu'à des groupes humains limités. L'illusion entretenue savamment par nos « démocraties occidentales » ressemble plus à un vœux collectif, presque à un mirage, qu'à une réalité historique.

La démocratie serait donc si l'on reprend la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, une utopie d'égalité qui n'a jamais réussi à s'imposer car la démocratie est une égalité sans contrôle qui porte en germe sa propre inégalité.

« *La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société, la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi.* » Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen 1789.

Ce qui signifie que seule la liberté doit arrêter la liberté et ce n'est qu'au nom de la liberté qu'il est admissible, légitime et nécessaire de poser des limites à la liberté. Cette limitation mutuelle des libertés se base sur un principe de tolérance réciproque. Pourtant cette conception se fonde sur des présupposés clairement pessimistes puisque les libertés paraissent potentiellement liberticides et s'excluant l'une l'autre.

Dans une démocratie non maîtrisée (elle est intrinsèquement non maîtrisable), le droit conduit à l'oppression et à l'injustice car pour obtenir la reconnaissance concrète de leurs droits, les minorités doivent acquérir un potentiel de nuisance. Ce potentiel de nuisance confronté à l'action puis à ses victoires conduit irrémédiablement à une inflation des revendications, tant en intensité qu'en volume. Et cette inflation naturelle transforme les revendications en nuisances, constituant autant de nouvelles oppressions tournées vers la majorité.

La démocratie installe les nuisances et les oppressions.

Prenons pour illustration les fonctionnaires qui ont la sécurité de l'emploi, et des systèmes de retraite par capitalisation qui leur sont propres (créés depuis 1947!), et qui prennent la tête des contestations contre

l'extension d'un système global de retraite par capitalisation !

Dans un système démocratique, la minorité, par déviation du sens initial de la démocratie (gérée par la majorité) et par le clientélisme électoral s'est arrogé un pouvoir de revendication. C'est ce principe qui est le poison démocratique. Les forces politiques faibles, instables et elles-mêmes oligarchiques les laissent se développer, y voyant à chaque fois l'occasion ponctuelle de récolter des voix.

Cependant, une fois institutionnalisés, ces groupes minoritaires revendicateurs, épaulés par un système politique défaillant et complice, s'organisent en lobbies.

Le système démocratique est un système où l'emporte la volonté du plus fort puisqu'il est dans son principe même le pouvoir de la majorité. Ces groupes structurés ont très tôt réalisé que seule la nuisance sur la majorité était susceptible d'exercer un levier suffisamment puissant pour faire fléchir les décideurs. C'est pourquoi les minorités revendicatrices devenues lobbies ont organisé la nuisance, seul moyen pour elles d'obtenir des réponses satisfaisantes à leurs revendications.

Pour prendre une métaphore guerrière, un groupe revendicateur quel qu'il soit, prend dès son premier succès, la forme d'un missile en acquisition de nouveaux objectifs. Les nouvelles cibles seront autant de nouvelles revendications lui donnant une raison d'exister et maintenant en ordre de marche des troupes droguées à l'adrénaline du sentiment de puissance récemment découvert.

Une fois constitué un groupe d'action déjà confronté à la lutte et ayant obtenu quelques victoires même symboliques, l'objectif ne peut plus être le bien commun. Motivé par « l'extension du domaine de la lutte » (en d'autres termes, l'extension de ses objectifs propres) le seul but n'est plus que la satisfaction du groupe lui-même et l'augmentation de sa puissance.

La minorité devenue lobby devient nuisible et a besoin d'opprimer pour exister.

Dans une pareille articulation, nous constatons donc qu'un groupe minoritaire acquiert ses propres privilèges, puis, se place en position d'opresseur d'une majorité silencieuse et éternellement subissant.

La minorité syndicale opprime la majorité laborieuse, les minorités de fanatiques religieux oppriment les majorités de pratiquants paisibles, la minorité homosexuelle opprime la majorité hétérosexuelle, la minorité d'extrémistes en tout genre opprime la majorité de modérés, la minorité de bien-pensant opprime tout le monde ... les exemples sont sans limites.

La liberté d'expression a été captée par les minorités

La première étape est à chaque fois la quête d'une limitation de la liberté d'expression accompagnée de coups d'éclats médiatiques. On ne peut pas déclarer en public « je ne supporte pas les homosexuels ». Par contre, un homosexuel pourrait affirmer « Je hais les hétérosexuels ». Le premier subira les foudres publiques pour déclaration homophobe, alors que le second sera considéré comme un militant actif ... Et nous éviterons de mentionner les exemples pouvant par leur simple évocation conduire devant les tribunaux !

Le phénomène suscité par le vote de la loi instaurant le « mariage pour tous », a été sur ce point extrêmement caractéristique. Le simple fait d'énoncer son opposition, même argumentée de façon logique et sans la moindre agressivité, a déclenché des drames. Sitôt le moindre doute émis, l'odieux opposant était immédiatement jeté au pinacle, montré du doigt et dénoncé comme un immonde homophobe, voire un fasciste.

Les minorités ont gagné un pouvoir malsain et destructeur. Elles sont la pire des expressions anti-démocratique en ce qu'elles ne se limitent plus à obtenir des privilèges mais elles peuvent désormais faire taire leur moindre détracteur.

L'Oligarchie Protéiforme est le résultat de cette dérive perverse

Souvent, les revendications premières sont justes et appellent généralement à une réponse concrète. Il est en effet inacceptable que certaines minorités soient opprimées. Cependant, lorsque l'opprimé renverse le rapport de force et se place en position d'opprimer à son tour le plus grand nombre, la gestion commune devient défaillante et le pouvoir se retrouve aux mains de minorités.

Dans sa conquête, la minorité est devenue revendicatrice et a fait ses premières armes. Elle s'est organisée et elle réussit à maintenir une régulière création de nouvelles revendications.

Pour pouvoir perdurer, elle se doit de transcender son organisation originelle gage d'une future institutionnalisation. Les leaders d'origine gardent parfois le contrôle leur vie durant, aidés en cela par des cohortes de sympathisants de renom ou de dirigeants politiques en quête permanente de voix.

Pour garder à disposition un vivier combattant, l'organisation qu'elle est devenue va devoir injecter du sang neuf en cooptant des dirigeants jugés dignes de la représenter. Le recrutement, purement oligarchique, n'est

alors qu' une sélection de caste, souvent familiale. Les avantages et privilèges déjà acquis seront ainsi en de bonnes mains gérés par des gens qui sauront tout faire pour les préserver et en ajouter de nouveaux.

Protéiforme : Adj. (de *Protée, héros mythologique grec*). Qui change fréquemment de forme.

La majorité va rapidement se retrouver engluée dans un « mouvement tournant » des oppressions. Elle ne peut plus que subir les assauts continuels de ces nouvelles oligarchies dans une sorte de ballet infernal où l'opresseur change en permanence de forme. La majorité découvre l'*Oligarchie Protéiforme*.

Car plus rien ne peut plus arrêter une minorité qui a réussi à s'institutionnaliser et mettre en place une logique de répression. Toute tentative de résistance entraîne une réaction violente et immédiate sous couvert de discrimination et est même pénalement réprimée.

Et l'*Oligarchie Protéiforme* peut d'autant mieux s'installer et se développer comme système d'oppression, que la société entière est en faillite.

Les fondements de notre système sont défailants et seul un système d'oppression est en mesure de maintenir une stabilité de façade, une illusion. Seule l'*Oligarchie Proteiforme* est en mesure de maintenir artificiellement un système à bout de souffle constitué d'élites inamovibles et de privilèges sans fin. Mais pour combien de temps encore ?

Une société française : La faillite érigée en modèle de gestion

Les Français se félicitent de ce qu'ils font et de ce qu'ils ont. Le modèle Français est admiré du monde entier ... disent-ils ... Mais à aucun moment les Français ne regardent dans le détail la réalité en face et la caste dirigeante évite consciencieusement le sujet.

Ce modèle français qui ne fait l'admiration de personne contrairement à ce que nous prenons plaisir à croire est un modèle de faillite généralisée. C'est un modèle démocratique par lequel la lâcheté publique conduit à une accumulation de privilèges. C'est un modèle où la démocratie sous le prétexte d'égalité parfaite permet à des minorités de martyriser, la majorité. C'est un modèle partial et injuste.

Nous nous contenterons d'un court exemple pour illustrer le contexte entourant le phénomène que nous venons de décrire :

« 2009 marque une date importante dans l'histoire de la dette sociale. En 1996, en effet, lorsque le gouvernement d'Alain Juppé décida de mettre en œuvre un plan ambitieux de sauvegarde de la sécurité sociale, l'ordonnance créant la Cades assigna à celle-ci la mission d'apurer les déficits cumulés par le régime général sur une période de treize ans et un mois qui devait s'achever en conséquence en 2009 au plus tard. Treize ans plus tard, non seulement la Cades existe toujours, mais le montant de la dette qu'elle doit encore rembourser est beaucoup plus élevé que celui de la dette initiale reprise en 1996. ¹»

Les dirigeants qui ont conduit à cette situation devraient être jugés et frappés d'indignité nationale.

Au delà du tonneau des Danaïdes de nos systèmes sociaux, nous avons aussi un système éducatif qui crée des chômeurs à doctorats alors que nous manquons de plombiers et d'infirmières, un ascenseur social qui ne conduit plus qu'à la cave, un système économique en perdition, un système fiscal instable qui favorise le départ sous des cieux plus justes, une classe politique arriviste et corrompue ...

Notre modèle de faillite devient intenable depuis quelques années. Les crises financières se succèdent, les taxes apparaissent et augmentent à une vitesse effrénée et le sentiment d'injustice arrive à son paroxysme. Le système bancaire mondial a pris le contrôle de la monnaie, a créé de la dette et vient de rejeter cette dette sur les Etats. Le système démocratique tel que nous le maintenons artificiellement au détriment du peuple ne peut subsister sans mettre gravement en danger l'équilibre entier de notre société.

La conscience collective s'éveille. Elle semble mondiale et généralisée. Ce que le monde a vécu dans les « printemps arabes » existe en germe dans nos pseudo-démocraties occidentales. Le peuple est informé en temps réel des frasques de ses dirigeants et de la logique de caste qui gère nos sociétés. Le sentiment d'injustice se révèle désormais dans tous les aspects de la vie quotidienne, du marché à l'école, du travail aux loisirs, de la naissance jusqu'à la tombe.

Notre monde occidental dans son arrogance coupable et sous le joug de ses castes oligarchiques a voulu imposer un modèle de société dont les plus favorisés tiraient un avantage maximum. Ce climat révolutionnaire symptomatique peut conduire à l'apparition de toutes sortes de nouveaux systèmes de gouvernement, qu'ils soient fanatiques, dictatoriaux ou même religieux.

1 SENAT, RAPPORT D'INFORMATION N° 544 2010, Par M. Alain VASSELLE, Sénateur. <http://www.senat.fr/rap/r08-544/r08-5440.html>

De nouveaux modèles apparaissent. Le système chinois de république autoritaire et de libéralisme étatique reste incompris et conquiert pourtant le monde plus efficacement que ne le feront les guerres d'Irak ou d'Afghanistan. La démocratie a été utilisée comme prétexte pour lancer des guerres d'intérêts économiques, sans aucune vision à long terme. Les modèles tribaux parfois stables et considérés comme justes par les populations locales ont subi les foudres du monde dans des guerres qui n'ont toujours instauré que le désordre. Un régime non-démocratique (au sens de modèle démocratique occidental) ne peut être respectable à moins d'être une dictature inféodée à l'occident.

La démocratie n'est que l'un des préliminaire de l'oligarchie, comme elle peut l'être de la république autoritaire, de la république religieuse, ou de la dictature éclairée (sic).

Une sortie par le bas : La révolution populaire

Jusqu'où montera la prise de conscience collective ? Combien de nouveaux scandales de corruption faudra-t-il pour que le peuple exaspéré se lève ? Les interrogations restent posées.

Une première hypothèse de sortie est celle que nous appelons « sortie par le bas ». Le peuple excédé par l'injustice de la société, par ses dirigeants corrompus, peut décider brutalement de reprendre le pouvoir et chasser violemment les profiteurs .

Dans cette hypothèse, le retour de balancier sera brutal, rapide et donnera lieu à un déferlement de violence. Car depuis l'apparition des nouveaux modes de communication comme les réseaux sociaux, le peuple a pris conscience de sa puissance de mobilisation instantanée. Les forces de sécurité peuvent arrêter cinquante individus voulant forcer les portes de l'Elysée, mais rien n'arrêterait une vague de trois cent personnes motivées. Qu'arriverait-il dans une telle situation ?

Une première étape politique a été franchie lors des élections européennes de 2009. Les électeurs mécontents du parti représentant leurs valeurs, se tournaient jusqu'alors vers l'abstention, le vote blanc ou éparpillaient leurs voix. A partir de cette élection, un phénomène nouveau s'est fait jour : le vote contre. De très nombreux sympathisants de la droite traditionnelle ont mis dans l'urne un bulletin de vote écologiste. Le fait est particulièrement marquant car le mouvement Europe Ecologie avait à sa tête le triptyque JOLI-BOVE-COHN-BENDIT dont le moins que l'on puisse dire est qu'au moins deux de ses représentants n'avaient pas les faveurs des gens de droite. Pourtant les idéaux d'écologie et d'europe ont récoltés les fruits du rejet des électeurs de droite pour leurs représentants naturels. Depuis cette date, les partis traditionnels sont susceptibles de subir les foudres de leurs propres militants, prêts à voter pour le camp opposé si ils ne sont pas considérés comme valables. L'argument de la compensation qui redonnerait artificiellement un équilibre habituel en raison des votes croisés se retrouve rapidement balayé par les « pertes en ligne » récupérées par les partis extrêmes.

Plus inquiétant encore que l'expression purement politique, l'arrivée dans la contestation de faits violents et organisés devrait marquer une prise de conscience brutale. Car un nouveau phénomène est apparu avec l'affaire dite des « bonnets rouges ». Pour la première fois, une contestation s'est organisée pour détruire de façon systématique. On est loin du sommet de l'OTAN à Strasbourg avec son cortège de « Black Blocs », ces générations spontanées (!) de casseurs issus des mouvances anarchistes. Il s'agit maintenant de ces gens dits normaux qui font partie d'une majorité silencieuse qui ne l'est plus.

La violence des événements à venir sera d'autant plus grande qu'aucune offre de substitution structurée n'existe. S'engouffreront alors des forces violentes qui y verront l'occasion de s'exprimer (Nihilistes, Anarchistes, Gangs, Nationaliste, Fascistes ...). (Phrase écrite en 2011 NDLR)

La fusion entre la majorité opprimée et les casseurs vient d'avoir lieu à Nantes en février 2014 au cours de la manifestation contre l'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes. Elle était prévisible. Les Black Blocs tant décriés autrefois, car composés d'anarchistes extrémistes, sont désormais des acteurs assimilés des combats d'une majorité qui fini par en accepter la violence.

Les arrestations arbitraires et la véritable rage juridico-policière déployée lors des actions de la *Manifestation pour tous* en 2013 sont l'expression d'un phénomène extrêmement inquiétant. Ils sont le constat d'échec d'un Etat qui perd le contrôle de sa mission et dont les actions de représailles totalement disproportionnées ne peuvent être qu'un vecteur de radicalisation et de « professionnalisation » de la contestation. Le processus de cette perte de contrôle de l'Etat conduit à une « Black-bloquisation » des contestations à venir.

Une sortie par le haut : La république autoritaire

Si la « sortie par le bas » n'est pas réjouissante, la « sortie par le haut » ne semble pas beaucoup plus prometteuse.

Cette seconde hypothèse réside dans la reprise en main autoritaire de la nation. Il ne sera donc plus question de démocratie mais plutôt de République.

Car si une République en tant que système idéal selon Cicéron peut prendre plusieurs apparences (en ce

qu'elle est un compromis entre monarchie, aristocratie et démocratie¹ déjà largement expérimentée), ce n'est pas le cas de la démocratie qui reste une utopie philosophique.

Dans cette hypothèse, nous pourrions assister à un « tour de vis » violent à l'issue duquel soit les castes dirigeantes gardent et renforcent encore leur pouvoir, soit elles sont chassées, presque « tondues » en leur qualité de traître à leur nation.

Conclusion

Lorsque des minorités sont en mesure d'opprimer la majorité, ce n'est pas la démocratie, c'est une *Oligarchie Protéiforme*.

Sous prétexte de lutte contre la discrimination et par souci d'égalité, des minorités ont été mises en avant, protégées et renforcées. Mais rapidement ces minorités protégées et défendues se sont structurées et sont devenues plus revendicatrices. C'est au moment où elles commencent à revendiquer que le passage est franchi de la simple protection à la capacité de nuisance. Il s'ensuit une surenchère permanente qui conduit à ce système que nous avons appelé système d'*Oligarchie Protéiforme*.

Une minorité dont le peuple entend les revendications est une minorité qui atteint son point de nuisance.

Notre société, à la faillite généralisée et institutionnalisée génère du désespoir, elle crée de la pauvreté, anéantit le dynamisme, elle favorise la corruption. L'*Oligarchie Proteiforme* est la dégénérescence naturelle de la démocratie, en tant que système utopique qui peut d'autant mieux se développer que les fondements nationaux instaure la défaillance comme principe de gestion.

Pour toutes ces raisons nous pensons qu'à terme le système explosera de façon plus ou moins violente et aboutira à un système autoritaire qui saura redonner un équilibre depuis longtemps perdu. Nous savons que nos dirigeants sont incapables d'effectuer cette révolution de façon volontaire, au même titre que les minorités nuisibles à la société ne céderont jamais volontairement de leur pouvoir de nuisance acquis à force de coups d'éclats. **Nous gardons cependant l'espoir que le peuple un jour fasse émerger une réelle volonté de changement, ait le courage d'élever au pouvoir des gens nouveaux et de les soutenir pour retrouver un équilibre depuis longtemps perdu et s'écarter de ces scénarii catastrophes dont l'imminence semble se rapprocher plus de nous chaque jour.**

* *
*

« ***Democracy is the worst form of Government except all those other forms that have been tried from time to time*** » Winston Churchill, [11 novembre 1947](#), à Londres, Chambre des communes, dans The Official Report, House of Commons (5th Series), 11 November 1947, vol. 444, cc. 206–07.

« [...] ***La démocratie, c'est un système où vous êtes libre de faire tout ce que vous voulez tant que vous faites ce que nous vous disons.*** » A propos de l'intervention américaine en Irak. La Doctrine des bonnes intentions (2005), Noam Chomsky (Entretiens avec David Barsamian) (trad. Paul Chemla), éd. Éditions 10/18 n°4054, coll. Fait et cause, 2006 (ISBN 978-2-264-04509-6), p. 90

¹ De Republica, Cicéron